



-20%

sur le dédouanement
des véhicules d'occasion
jusqu'au 15 novembre 2025

Mesure de dépréciation de 20%
sur les valeurs des véhicules
de plus de cinq (05) ans d'âge

POUR PLUS D'INFORMATIONS ☎ 8201



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Hebdomadaire Togolais Indépendant
NI NEUTRE, NI PARTISAN

250 FCFA

Downia

Le Monde

N° 841 du 17 / 09 / 2025

MEMBRE: MEDIAF

Année scolaire 2025-2026

Les 5 orientations du gouvernement

Décentralisation

**L'élection
des maires
de nouveau
reportée** **P.4**



Awaté Hodabalo, ministre en charge de
l'Administration territoriale

Togo

**Forte accélération de la croissance
économique en fin 2024** **P.6**

Délinquance fiscale et financière
Lomé accueille la 2^e session de **P.6**
l'Académie francophone de l'OCDE

Fait divers

Corée du Sud : La « Space-out Competition »

Ne rien faire et ne pas bouger pendant 90 minutes

(Suite du précédent numéro)

Un problème de société

En Corée du Sud comme dans de nombreux pays, ne rien faire est considéré comme une perte de temps et de productivité. Pour le gagnant de cette édition, cela révèle un véritable problème de société, qui touche notamment les enfants. « Cela me rend triste de les voir si accaparés par les devoirs, alors qu'ils devraient être créatifs et joueurs », confie le musicien.

Le gagnant estime aussi qu'il est important de se détacher de son smartphone. « C'est amusant de poser son téléphone parfois dans le métro et d'observer tous les gens autour de soi – tout le monde collé à son écran », relève-t-il, regrettant l'époque où cette technologie n'existait pas et où les moments d'attente étaient l'occasion de ne rien faire.

Dounia Le Monde

Édité par le Groupe de Presse « Matinée Internationale »

Récépissé N° 24 du 1er août 1998
BP: 30277

Email: dlatamine1@gmail.com
Siège: Agoë sur la route de contournement

20ème année

Directeur de Publication: Joachim Kokou LOKO
Cél: 90 KPETI
Cél: 90 88 11 65

Rédaction: Jean-Jacques OMA-IRE
Jean H. André BABA
Othniel Papasron
Jean Jacques Mawu

Mise en page: Benjamin K. Tchabi

Imprimerie: Light Print

Comment ça va ?

Très bien: Alexis Romao

Vingt ans de loyaux et bons services au football togolais, vingt ans de régularité et vingt d'engagement sans faille. C'est le parcours qui a marqué la carrière internationale de Jacques Alexis Romao, notamment sous le maillot des Eperviers. Il a été célébré à sa juste valeur lors de la 8ème journée des éliminatoires de la coupe du monde 2026 à Kégué contre le Soudan. Les ovations à sa sortie en deuxième partie en disent long sur la marque d'affection des supporters togolais pour l'homme. Alexis Jacques Romao est un exemple de joueur exemplaire. Il n'a jamais refusé une convocation ni jouer frein en main comme le font certains binationaux ou même certains nés au Togo et partis monnayer leurs talents sous d'autres cieus.



Bien: Olivier Yaovi Sronvie

Un CV bien étoffé. Celui du juge Olivier Yaovi Sronvie. Président de la Cour d'Appel de Lomé, vice-président puis président par intérim de la Commission nationale des droits de l'Homme (Cndh) et aujourd'hui élu au sein de la Cour commune de justice et d'arbitrage (Ccja) de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (Ohada) pour sept ans. Cette élection au sein de cet organe est une reconnaissance manifeste pour l'homme qui s'est illustré par son engagement pour la manifestation du droit partout où il est passé. Il aura désormais pour mission de faire parler ce droit au niveau continental dans l'harmonisation du droit des affaires. Son intégrité parlera forcément pour lui à Abidjan où siège la Ccja. L'Ohada compte il faut le rappeler regroupe 17 États membres et a pour objectif d'offrir aux investisseurs et aux acteurs économiques un cadre juridique sécurisé, moderne et uniforme.



Bien: Jair Bolsonaro

Une lourde peine d'inéligibilité. C'est la condamnation qui pèse sur l'ancien président brésilien Jair Bolsonaro. Adeptes des méthodes fortes du temps de sa présidence, il avait jeté en prison l'actuel président Lula. Mais contrairement à son prédécesseur, lui autre va échapper à la prison, puisque étant en exil. Les motifs de sa condamnation sont clairs, tentative de coup d'Etat suite à sa défaite lors de la dernière présidentielle au Brésil. C'est l'occasion de le rappeler, Bolsonaro fut un personnage clivant, n'hésitant pas à dénigrer et à jeter à la vindicte populaire ses adversaires. Issu de l'extrême droite, il avait pour coutume de marginaliser les autres groupes sociaux au profit des Blancs. Autre de ses faits d'armes, l'autorisation "déforester" l'Amazonie et à expulser les autochtones vivant dans cette forêt, par ailleurs poumon du monde. Ce qui avait divisé profondément le pays. Cette condamnation va l'éloigner à coup sûr pour un bon temps du pouvoir.



Santé

Des greffes d'organes pour l'immortalité

Xi et Poutine sont-ils sur la bonne voie ?

Est-il possible de devenir immortel grâce à des greffes d'organes ? C'est le sujet de discussion inattendu qu'ont abordé cette semaine les présidents chinois Xi Jinping et russe Vladimir Poutine lors de leur rencontre à l'occasion d'un défilé militaire à Pékin.

Un traducteur, s'exprimant en mandarin au nom de M. Poutine, a expliqué à M. Xi comment les organes humains peuvent être transplantés à plusieurs reprises « de sorte que l'on puisse devenir de plus en plus jeune » malgré l'âge, et même être en mesure de repousser la vieillesse « indéfiniment ».

« On prévoit qu'au cours de ce siècle, il sera peut-

Par exemple, si vous recevez un nouveau rein d'un donneur vivant, vous pouvez vous attendre à ce qu'il dure de 20 à 25 ans.

Si le rein provient d'un donneur décédé, cette durée est ramenée à 15 ou 20 ans.

Le type d'organe a également son importance.

Un foie peut durer environ 20 ans, un cœur 15 ans et des poumons près de 10 ans, selon une étude publiée dans le Journal of Medical Economics.

Un ticket pour la vie éternelle ?

Poutine et Xi parlent peut-être de se faire transplanter plusieurs organes, voire à plusieurs



être possible de vivre jusqu'à 150 ans », a-t-il ajouté.

Leurs sourires et leurs rires suggèrent qu'il s'agissait d'une plaisanterie, mais ne seraient-ils pas sur la bonne voie ?

Les transplantations d'organes sauvent assurément des vies - au Royaume-Uni, plus de 100 000 personnes ont été sauvées au cours des 30 dernières années, selon le NHS Blood and Transplant.

Grâce aux progrès constants de la médecine et de la technologie, les organes transplantés durent beaucoup plus longtemps.

Certains patients ont reçu une greffe de rein qui a continué à fonctionner pendant plus de 50 ans.

La durée de vie d'un organe dépend de l'état de santé du donneur et du receveur, ainsi que des soins qu'ils lui apportent.

reprises.

Une opération chirurgicale est une entreprise de grande envergure, qui comporte des risques importants. Chaque fois que vous passez sous le bistouri, vous jouez les dés.

Actuellement, les personnes qui reçoivent un nouvel organe doivent également prendre à vie de puissants médicaments anti-rejet appelés immunosuppresseurs. Ces médicaments peuvent avoir des effets secondaires, tels que l'hypertension artérielle, et augmenter le risque d'infections.

Le rejet - lorsque votre système immunitaire commence à attaquer l'organe transplanté parce qu'il le reconnaît comme provenant d'une autre personne - peut parfois se produire même si vous prenez vos médicaments.

source bbc afrique

Année scolaire 2025-2026

Les 5 orientations du gouvernement

● Plus de trois millions d'apprenants renouent avec les cours

Après deux mois de vacances, plus de 3 millions d'élèves du cours primaire et secondaire, des enseignements général et technique, ont repris, le lundi 15 septembre, le chemin de l'école sur toute l'étendue du territoire national, et ce, pour le compte de l'année scolaire 2025-2026. Dans une lettre adressée aux acteurs de l'éducation, le ministre des Enseignements primaire et secondaire a tracé 5 orientations majeures du gouvernement pour la nouvelle année placée sous le thème : « un apprentissage scientifique et citoyen ».

C'est donc parti pour 9 mois, soit 40 semaines de cours, entrecoupées de congés et de périodes de détente, comme instauré depuis 2023-2024. La nouvelle année scolaire, qui a officiellement débuté lundi dernier. Ils sont plus de 3 millions élèves des cours primaires et secondaires, de l'enseignement général et technique sur l'ensemble du territoire national pour le compte de l'année scolaire 2025-2026. Les semaines d'activités pédagogiques seront de nouveau entrecoupées de périodes de détente et de congés. Ces congés de détente, instaurés au cours de l'année scolaire 2023-2024, seront toujours en vigueur cette année. Ainsi, la nouvelle année, qui a débuté lundi dernier, s'achèvera en juillet 2026. Le gouvernement a d'ores et déjà appelé tous les acteurs de l'éducation à jouer leur

partition pour une meilleure formation des élèves. Il met les bouchées doubles pour un meilleur avenir de l'école au Togo. Ainsi, pour cette nouvelle année scolaire, des actions concrètes ont été menées afin de transformer de façon substantielle le secteur de l'éducation et lui permettre de retrouver ses lettres de noblesse pour une formation adéquate des apprenants. L'année scolaire 2025-2026 a été placée sous le thème de « un apprentissage scientifique et citoyen ». A cet effet après la mise en œuvre des 7 axes de l'année précédente, 5 nouvelles orientations majeures sont élaborées par le gouvernement cette année scolaire pour une formation efficace et efficiente des élèves.

L'intégration des écoles-projets dans les plans de travail des écoles et établissements scolaires



Dodzi Kokoroko, ministre en charge des Enseignements primaire et secondaire face aux élèves

Les écoles-projets ont eu des résultats encourageants par endroits il s'agit de : du montage réussi du dispositif d'énergie solaire, le reboisement du domaine scolaire, de la création de jardins scolaires, les actions de salubrité etc. Cette résultante des apprentissages de toutes les disciplines contribue à trouver des solutions à une échelle non négligeable aux problèmes d'électricité, de dérèglement climatique avec les vents violents qui décoiffent certaines salles ou à soutenir les cantines scolaires et créer un cadre d'études sain.

La création de classes de sciences

Au cours de cette année, des classes spécifiques équipées seront créées dans certains périmètres pédagogiques. Elles bénéficieront d'enseignants de sciences formés, dotés d'outils adaptés pour mieux accompagner les apprenants et renforcer l'acquisition de compétences scientifiques. L'utilisation de manuels de citoyenneté et de sciences

Pour la première fois depuis l'indépendance, des manuels d'histoire, de géographie et de citoyenneté ont été élaborés pour le préscolaire et le primaire. Ils visent à inculquer aux enfants les valeurs du vivre-ensemble, la connaissance du passé commun et des spécificités du peuple togolais.

En parallèle, de nouveaux manuels de sciences, couvrant le préscolaire jusqu'au secondaire, sont également disponibles pour consolider les apprentissages dans une perspective de modernité.

La généralisation de l'anglais au primaire

Le gouvernement a généralisé l'anglais aux classes du cours préparatoire et du cours élémentaire cette année scolaire 2025-2026 afin de faciliter plus tôt aux élèves la maîtrise de cette langue qui est essentielle à l'acquisition scientifique et technologique et au renforcement de l'adhésion de notre pays au Commonwealth.

La poursuite de la formation initiale et continue

des enseignants

La qualité du système éducatif du Togo repose fondamentalement sur la formation des enseignants. Les Ecoles normales de formation des professeurs d'école (ENFPE), l'Ecole normale supérieure (ENS) d'Atakpamé et les départements universitaires dédiés poursuivent le recrutement et la formation. La capacité à s'adapter aux besoins des élèves, à s'exprimer tant en français qu'en anglais, avec aisance dans l'utilisation du digital seront des compétences obligatoires à acquérir dans les écoles normales.

Le gouvernement à travers les concours répétés de recrutement d'enseignants fonctionnaires et l'appui de l'Agence Nationale pour le Volontariat au Togo (ANVT) a résorbé le gap résiduel en enseignants. Des projets de construction de classes sont en cours pour les localités qui n'en disposent pas. Voilà les 5 grandes orientations du gouvernement cette année scolaire. Il revient donc à tous les acteurs de jouer leur partition pour la formation de la jeunesse, la relève de demain. Dans un message adressé aux apprenants, le Président du Conseil les a appelé « à la discipline », « à l'excellence » et au « dépassement de soi », tout en réaffirmant son « engagement à œuvrer, aux côtés des acteurs du système éducatif, pour garantir à chaque enfant togolais un accès équitable à un savoir de qualité, dans un environnement sécurisé, inclusif et porteur d'espérance ».

Joachim Loko

Quelques faits marquants de l'année scolaire 2025-2026

Pour une année scolaire réussie, des faits tangibles sont d'ores et déjà visibles sur l'ensemble du territoire national. Ces faits vont du recrutement du personnel d'encadrement à la réforme de l'enseignement au CM1 et CM2, en passant par la création de nouveaux jardins d'enfants publics et la construction ou la réhabilitation de plus de 7 000 salles de classe.

Une formation adéquate des apprenants nécessite la disponibilité en nombre suffisant du personnel encadrant. Le mois dernier, le gouvernement a annoncé le recrutement massif de 4 435 enseignants, un renfort dans tous les cycles d'enseignement. Ce nouveau recrutement se

répartit comme suit : 772 enseignants pour le préscolaire, 1 629 pour le primaire, 1 104 pour le premier cycle du secondaire, 455 pour le second cycle du secondaire et 475 enseignants pour l'enseignement technique. À cela s'ajoute la mobilisation de 1 000 enseignants volontaires pour renforcer les CEGIL et

les EDIL. Le gouvernement joue ainsi sa partition pour réduire le nombre pléthorique d'apprenants dans les classes, car un nombre suffisant d'enseignants suppose plus de classes et donc un désengorgement. C'est pourquoi, d'ores et déjà, 7 000 classes ont été construites ou réhabilitées sur toute l'étendue du territoire afin de diminuer le nombre pléthorique d'élèves dans les salles de classe.

Il ne faut pas perdre de vue la réforme majeure de cette année qui touche les classes de CM1 et CM2. Cette année, les élèves des cours moyens auront deux enseignants : l'un pour les matières littéraires et l'autre pour les matières

scientifiques. Une réforme majeure dans l'encadrement, qui devrait avoir des incidences sur la formation des élèves et sur les résultats à l'examen du CEPD.

Dans le cadre du projet d'autonomisation des femmes et dividende démographique au Sahel (SWEDD+), plus de 100 000 kits ont été distribués aux élèves filles du primaire, des collèges et lycées publics dans environ 800 localités du Togo. Ce projet vise à soutenir la scolarisation des jeunes filles et à leur offrir les fournitures nécessaires pour aborder avec sérénité l'année scolaire 2025-2026.

Par ailleurs, une opération de sécurisation de la rentrée « Opération

Rentrée Sûre 2025 » a été lancée par les autorités, avec un déploiement des forces de sécurité autour des écoles afin de garantir une rentrée paisible et sécurisée pour tous les élèves. À cet effet, les numéros verts 1014, 118 et 170 sont à la disposition des acteurs de l'éducation en cas de danger ou de besoin d'assistance.

À cela s'ajoutent, entre autres, la gratuité des frais de scolarité dans l'enseignement primaire et secondaire public, la gratuité des frais d'inscription aux examens scolaires, le programme de cantines scolaires, l'assurance maladie pour les élèves (School-AMU), la formation des enseignants, etc.

Retard dans la formation du premier gouvernement de la 5ème République

Me Yaovi Degli veut donner du temps au Président du Conseil

La polémique ne cesse de prendre de l'ampleur ces derniers temps sur les réseaux sociaux. La cause, l'absence d'un nouveau gouvernement, l'ancien dirigé par Victoire-Tomegah Dogbe ayant démissionné il y a bientôt quatre mois. Pour plusieurs, cette situation paralyse certains

secteurs de la vie économique, les ministres gérant les affaires courantes n'étant pas autorisés à signer certains actes. Mais pour d'autres à l'instar de l'ancien ministre sous la transition Me Jean Yaovi Degli, il n'est pas nécessaire d'aller trop vite en besogne. Il faut donner du temps au Président du



Me Yaovi Degli

Conseil pour un casting de haut rang.

Les raisons de l'absence d'un nouveau gouvernement depuis la fin de la IVème République. Ils sont plusieurs à les chercher, chacun y allant de sa petite idée. Au-delà de toutes ces spéculations, des acteurs avertis de la scène politique tempèrent

et demandent du temps pour le Président du Conseil.

C'est le cas de l'ancien ministre sous la transition Jean Yaovi Degli. Pour lui, il est nécessaire de donner du temps au Président Faure Gnassingbé dans ses démarches pour la composition de son tout premier gouvernement de la Ve République.

« Donnons le temps au président du Conseil, mais l'essentiel est qu'il nous sorte quelque chose qui ne soit pas du replâtrage de ce que nous avons déjà vu. Nous espérons un gouvernement de rupture », a laissé entendre le président du mouvement Bâtir le Togo. « Ce gouvernement à venir ne devrait pas être du

replâtrage poursuit-il, il doit être celui de la rupture », espère-t-il. « Les membres de l'équipe sortante ne se sont pas faits distingués par un travail remarquable », estime Yaovi Degli. Le retard dans la formation du gouvernement s'expliquerait par la volonté du président de chercher de nouvelles têtes susceptibles d'apporter une rupture totale dans l'approche de la gouvernance, estime l'ancien ministre.

Cette nouvelle équipe doit être capable de promouvoir la réconciliation nationale, une gouvernance positive et tournée vers le bien-être des citoyens, exhorte-t-il.

Archange

Décentralisation

L'élection des maires de nouveau reportée

Initialement prévue pour se tenir du 17 au 19 septembre, l'élection des nouveaux Maires a été pour la troisième fois consécutive. C'est ce qu'a annoncé hier, le ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la chefferie coutumière, Hodabalo Awaté.

Ces élections avaient été prévues au cours des sessions consacrées à l'installation des conseils devant aboutir à l'élection des Maires et de leurs adjoints, les exécutifs municipaux.

« Les premières réunions des nouveaux conseils municipaux consacrées aux élections des maires et adjoints au maire, conformément aux dispositions de l'article 123 de la loi relative à la décentralisation et aux



libertés locales, initialement prévues du 17 au 19 septembre 2025 sont reportées à une date ultérieure » a précisé le ministre Awaté.

Ces élections des Maires et de leurs adjoints étaient prévues conformément à l'article 123 de la loi sur la

décentralisation et les libertés locales, cette étape clé de la vie municipale est renvoyée à une date ultérieure. Le ministre n'a toutefois pas précisé les motifs de ce nouveau décalage, ni la nouvelle échéance.

Il s'agit du troisième re-

port en l'espace de quelques semaines. Initialement fixées aux 2, 3 et 4 septembre, les réunions avaient été repoussées une première fois aux 10, 11 et 12 septembre, puis reprogrammées pour les 17, 18 et 19 septembre. Désormais, aucune date n'est avancée.

Le ministère indique que les modalités d'organisation de ces rencontres seront communiquées ultérieurement aux préfets.

Il faut rappeler les élections municipales avaient été organisées le 17 juillet dernier dans les 117 communes réparties sur l'ensemble du territoire.

Tinos

Renouvellement à la tête des mairies

Les maires sortants issus de l'opposition mal embarqués

Jean-Pierre Fabre pourra-t-il garder la Commune Golfe 4 ? La question reste entière. Pour cause, les municipales du 27 juillet dernier n'ont pas couronné sa formation d'un grand succès. Pire, l'Alliance nationale pour le changement (Anc) a perdu sa majorité au profit du parti au pouvoir dans certaines communes et dans d'autres contre les exclus du parti. Une situation inédite qui risque qui oblige la formation orange à des compromis, voire des compromissions. Mais l'attitude du premier responsable du parti n'incite guère à l'optimisme pour un futur glorieux. L'Alliance nationale pour le changement sauf surprise devrait perdre la commune

la plus riche au Togo. Pour cause, la formation de l'opposition a perdu sa majorité à l'issue des dernières élections municipales. Un scénario qui s'est répété au niveau de plusieurs autres mairies à travers le pays. Le seul salut de l'opposant aussi contradictoire qu'il puisse paraître viendra alors du parti qu'il combat, c'est-à-dire l'Union pour la République (Unir) qui a raflé la majorité dans la quasi-totalité des communes.

Jean-Pierre Fabre devant cette situation mal embarrasée n'a eu d'autres choix que de prendre les devants. Il a dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux, adressé de virulentes critiques aux autorités, dénonçant la mise en place de



Jean-Pierre Fabre, Pdt ANC

la 5e République et les récentes arrestations de jeunes militants. Il a en effet qualifié le nouveau cadre institutionnel d'« imposture », accusant le pouvoir en place d'être « discrédité dans le monde entier ». Une sortie qui en réalité d'apporte rien de nouveau comme révélation.

Une stratégie risquée de l'ancien chef de file de

l'opposition

En chute dans l'opinion depuis la présidentielle de 2019 marquée par un score de moins de 5%, la formation orange n'a jamais alors cessé de dégringoler scrutin après scrutin. La formation ne fera pas mieux lors des dernières législatives et régionales cumulées avec seulement un élu qui n'est autre que Fabre lui-même au niveau des députés et

quelques conseillers régionaux. Plutôt alors que de chercher les voix et moyens pour recoudre le tissu parti en lambeaux de sa formation politique, les responsables du parti vont se replier sur eux-mêmes, excluant à tout va toute voix discordante. C'est justement les lieutenants exclus qui vont piocher dans le réservoir électoral de l'Anc, mettant au finish le parti en minorité dans les rares bastions électoraux qui lui restaient lors des dernières municipales.

Fidèle à cette posture de jusqu'aboutisme, Jean-Pierre Fabre a jugé mieux d'adopter une posture de confrontation avec le pouvoir, celui-là même qui pouvait lui garantir son siège de maire. Une attitude pas du tout maline à l'approche de l'élection des maires et leurs adjoints précédemment prévues du 17 au 19 septembre.

Angelo

Droits humains

Le Togo et le Bénin partagent leurs expériences

Une délégation de la Commission Béninoise des Droits de l'Homme (CBDH) séjourne depuis le lundi 15 septembre dans la capitale togolaise. La mission, conduite par le président de l'institution, Abou-Bakari Imorou, est à Lomé pour s'imprégner de l'expérience de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) du Togo dans le cadre du Mécanisme national de prévention de la torture (MNP).

Pendant cinq jours, les deux parties participeront à des sessions de travail et à des visites de terrain dans des lieux de privation de liberté. Ces activités visent à renforcer leurs connaissances sur la gouvernance institutionnelle, le cadre juridique, le fonctionnement du mécanisme et les méthodes de prévention de la torture.

« La CBDH est à sa deuxième mandature. Elle



est jeune et a démarré ses activités seulement le 21 juillet dernier. Pour nous, il était important et néces-

saire, pour le bon déroulement et la réussite des missions qui nous sont assignées, de visiter la com-

mission sœur du Togo, pour s'enquérir de ses expériences », a indiqué le président de la CBDH.

Pour rappel, le Mécanisme National de Prévention de la torture (MNP) est un organe chargé de contrôler les lieux de privation de liberté et de prévenir la torture ainsi que les mauvais traitements. Institué par le protocole facultatif à la Convention contre la torture, il mène des visites régulières et inopinées, intervient dans les cas urgents, formule des recommandations sur la législation et organise des activités de sensibilisation pour promouvoir le respect des droits humains.

Rentrée scolaire 2025-2026

Un dispositif spécial de sécurisation déployé

Au Togo, une nouvelle année académique a démarré lundi dernier. Le ministère de la Sécurité et de la protection civile a lancé dans ce sens, vendredi 12 septembre à Lomé, une opération de sécurisation de la rentrée scolaire.

L'initiative, dénommée 'Opération Rentrée Sûre 2025', vise principalement à garantir une rentrée paisible et sécurisée à tous, à travers un engagement fort des pouvoirs publics. Selon le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, elle fait suite à une analyse ri-

goureuse des données sécuritaires collectées au cours des précédentes rentrées scolaires par les services compétents, qui ont révélé "des tendances préoccupantes en matière de sécurité routière, de petite délinquance, et de perturbations diverses aux

abords des établissements".

Reconduite chaque année

Dans les détails, l'opération mobilise de manière coordonnée les forces de sécurité pour sécuriser les

conducteurs, riverains, entre autres, aux bonnes pratiques de sécurité. Plusieurs numéros verts sont d'ores et déjà opérationnels : 1014 pour les services de sécurité publique, 118 pour les sapeurs-pompiers, 170 pour la protection civile.

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

C'est la fin des belles vacances
C'est l'école qui recommence
Les jours de fêtes sont partis
Adieux beaux jours si tôt finis
Filles et garçons, pas de tristesse
Vite au travail et sans paresse
A l'école, on s'amuse aussi
Et l'on retrouve tous ses amis

Bonne rentrée scolaire

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Le MSPC met en place un dispositif spécial pour garantir une rentrée paisible et sécurisée pour tous

En cas de danger ou de besoin d'assistance, contactez immédiatement les numéros verts :

1014 - Sécurité publique
118 - Sapeurs-pompiers
170 - Protection civile

établissements scolaires et les points de rassemblement, renforcer la surveillance des zones à risque et des axes routiers fréquentés, réguler la circulation pour limiter les embouteillages et les accidents, et prévenir la petite délinquance et les actes de nuisance aux abords des écoles.

En outre, les personnels déployés participeront à des actes de sensibilisation des élèves, parents,

Pour le Gouvernement, il s'agit également d'ancrer durablement la culture de la sécurité dans l'environnement scolaire. "Cette initiative sera désormais reconduite chaque année, à chaque rentrée, sur toute l'étendue du territoire national", a d'ailleurs annoncé Calixte Batossie Madjoulba.

Pour rappel, plus de trois millions d'élèves ont repris le chemin des classes lundi dernier.

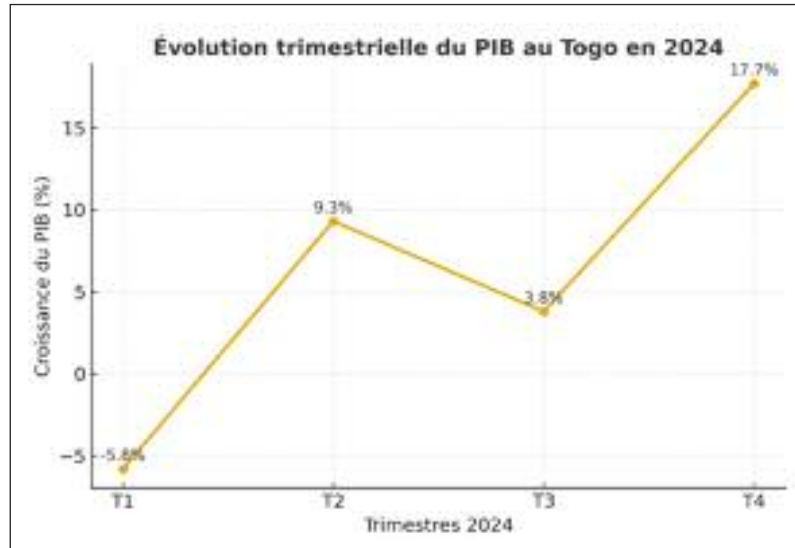
Togo

Forte accélération de la croissance économique en fin 2024

L'économie togolaise a terminé l'année 2024 sur une note particulièrement dynamique. Selon les données publiées par l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (IN-SEED), le produit intérieur brut (PIB) a bondi de 17,7 % au quatrième trimestre par rapport à la même période de 2023. Sur l'ensemble de l'année, la croissance s'est fixée à 6,5 %, contre 6,2 % en 2023.

L'évolution a été marquée par des variations importantes au fil des trimestres : un recul de 5,8 % en début d'année, suivi d'un redressement progressif (+9,3 % au deuxième trimestre, +3,8 % au troisième) et d'un spectaculaire rebond sur les trois derniers mois.

Tous les grands secteurs de l'économie ont contribué à cette performance. Le secteur primaire a progressé de 10,8 %, soutenu par de bonnes récoltes agricoles grâce aux zones agricoles planifiées (ZAAP), aux intrants subventionnés et à la mécanisation. Le secteur secondaire a enregistré une



hausse de 18,2 %, portée notamment par le dynamisme de la construction et la relance des industries extractives. Quant au tertiaire, qui reste le moteur de l'économie nationale, il a affiché une croissance de

19,4 % au quatrième trimestre, tirée par le commerce, les services numériques et les activités liées à l'import-export.

Cependant, certaines branches ont connu des difficultés. La production et

la distribution d'électricité et de gaz ont chuté de 42 % en 2024, tandis que l'hébergement-restauration et l'administration publique ont reculé respectivement de 8,6 % et 8,9 %.

Pour les autorités, cette dynamique témoigne des effets positifs de la Feuille de route gouvernementale 2020-2025, qui met l'accent sur la diversification de l'économie et la modernisation des infrastructures. Parmi les réformes phares figurent le soutien aux PME agroalimentaires, la digitalisation des services publics et la modernisation du port autonome de Lomé, désormais considéré comme une plateforme logistique stratégique pour la sous-région.

Délinquance fiscale et financière

Lomé accueille la 2^e session de l'Académie francophone de l'OCDE

Après une première édition organisée en 2024, l'Académie francophone de l'OCDE sur la délinquance fiscale et financière tient de nouvelles assises à Lomé. Du 15 au 19 septembre 2025, une trentaine de participants issus de 17 pays d'Afrique et des Caraïbes prennent part à cette session, accueillie par l'Office Togolais des Recettes (OTR).

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Secrétaire général du ministère de l'Économie et des Finances, Stéphane Kpowbie Tchasso Akaya, en présence de plusieurs personnalités, parmi lesquelles le Commissaire des douanes et droits indirects,

Atta-Kakra Essien, et la responsable des formations à l'OCDE, Mona Klein. Dans son intervention au nom du ministre de l'Économie et des Finances, M. Akaya a salué la mobilisation autour de l'événement. Il a rappelé que cette académie constitue un cadre unique d'échanges et de renforcement de capacités, visant à harmoniser les pratiques et à intensifier la coopération internationale contre la criminalité financière. « L'efficacité de nos actions dépend de la force de notre collaboration », a-t-il insisté.

De son côté, Mme Mona Klein a souligné le rôle stratégique de cette académie dans la formation des acteurs engagés contre les crimes fiscaux. Elle a féli-

cité l'OTR pour son implication et son rôle moteur dans l'implantation de l'académie en Afrique francophone, tout en encourageant les participants à partager largement leurs expériences.

Le Directeur de l'Institut de Formation Fiscale et Douanière (IFFD-OTR), Dr Kibalo

naires d'accompagner le pays dans sa dynamique vers l'émergence et de renforcer son image à l'international.

Cette deuxième session se distingue par l'élargissement de son champ géographique, avec la participation de représen-

bâtir un front commun contre les crimes financiers transnationaux, le blanchiment de capitaux et la délinquance fiscale.

Magistrats, forces de sécurité, agents des finances publiques et experts divers conjuguent ainsi leurs efforts au sein de cette académie, devenue un cadre



Photo de famille

Bagna, a exprimé sa reconnaissance à l'OCDE pour avoir choisi le Togo comme hôte. Selon lui, ce choix traduit la volonté des parte-

tants venus également des Caraïbes. Un signal fort qui confirme la pertinence et le rayonnement de l'initiative, laquelle ambitionne de

incontournable de coopération et de lutte contre les infractions fiscales à l'échelle internationale.

Tinos

Lomé, la capitale de mobilisation des ressources en faveur du GIABA

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a tenu du 15 au 16 septembre à Lomé, un séminaire régional dédié à la conformité en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la prolifération des armes (LBC/FT/FP). Organisée par le Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA), cette session de deux jours réunit les membres du Comité de l'Administration et des Finances (CAF) de la

CEDEAO.

Un besoin urgent de ressources

Si l'objectif est d'accroître la sensibilisation, la priorité demeure financière. Depuis 2023, le GIABA, dont le siège est basé à Dakar, fait face à une contraction de son budget liée à la baisse des recettes communautaires et aux retards de contribution des États membres. Cette situation a ralenti plusieurs de ses activités, notamment les évaluations mutuelles et les programmes d'assistance technique.

À Lomé, l'organisation espère obtenir un engagement du CAF pour une augmentation des allocations budgétaires à partir de 2026. « Il s'agit d'assurer un financement durable afin de permettre au GIABA de remplir efficacement ses missions », a déclaré son directeur général, Edwin W. Harris Jr. Une mobilisation régionale La cérémonie d'ouverture a réuni plusieurs responsables, dont Tchaa Bignossi Aquiteme, président de la Cellule nationale de traitement des informations financières (CENTIF-Togo), Anakpa Essokiza, directeur

général du Budget du Togo, ainsi que des représentants de la Commission de la CEDEAO et du bureau régional de Lomé. Tous ont insisté sur la nécessité pour les pays membres de se conformer aux standards internationaux afin de protéger l'intégrité des systèmes financiers et de renforcer la confiance des investisseurs. Des menaces de plus en plus complexes

Selon le rapport 2024 du GIABA, l'Afrique de l'Ouest demeure vulnérable à une diversité de menaces : infiltration des économies par

des flux financiers illicites, utilisation des circuits commerciaux pour financer le terrorisme, essor difficilement contrôlable des actifs virtuels, ou encore fragilité persistante de secteurs tels que l'immobilier et le change.

Les conclusions de ce séminaire, ont confirmé la volonté des États membres de soutenir davantage le financement du GIABA et de doter la CEDEAO de mécanismes renforcés pour contrer les crimes financiers transnationaux.

Concours d'entrée à l'INFA de Tové

917 candidats se battent pour 65 places

Ils sont au total 917 candidats, dont 152 filles, qui sont soumis ce mardi aux épreuves écrites du concours d'entrée à l'Institut national de formation agricole (INFA) de Tové (région des plateaux), dans divers centres de composition à travers le pays.

Les candidats composent en français, en sciences physiques, en mathématiques, en sciences de la vie et de la terre et en construction mécanique.

Ces matières, essentielles pour la formation en agriculture, témoignent de l'importance d'une approche multidisciplinaire pour

préparer les étudiants à relever les défis agricoles.

« L'objectif aujourd'hui est de développer des compétences, c'est-à-dire, changer structurellement les pratiques de l'agriculture. Vous avez les compétences, notamment celles du génie rural, de l'agriculture, de l'élevage. Voilà toutes les compétences pour accroître la productivité et toutes les chaînes de valeur de notre agriculture. Et donc l'INFA se doit de former ces compétences au profit de notre secteur agricole pour un développement structurel », déclare Isaac Tchiakpé, Ministre de l'Enseignement Technique, de la Formation



Professionnelle et de l'Apprentissage donnant le ton aux épreuves écrites »

Les épreuves écrites pour le compte de cette année 2025 sont ouverte ce jour au lycée d'enseignement technique et professionnel d'Adidogomé pour le centre de Lomé, à l'INFA de Tové pour le centre de la région des Plateaux (Est et Ouest), le lycée technique de Sokodé pour la région centrale et au centre

régional de l'enseignement technique et de la formation professionnelle de Dapaong et de Kara pour les régions des Savanes et de la Kara.

Le nombre de places disponibles est de 30 pour le cycle baccalauréat professionnel agricole (CBPA) et de 35 pour le cycle de licence professionnelle agricole (CLPA).

Pour le parcours licence professionnelle agricole, les

étudiants sont formés en Agriculture ; Agroalimentaire ; Production, santé animale et halieutique ; Foresterie et gestion de l'environnement ; Machinisme agricole ; Aménagement et ouvrages hydroagricoles.

En parcours Baccalauréat professionnel agricole, l'accent est mis sur l'Agropastoralisme ; Foresterie et gestion durable des terres ; l'agroéquipement et Santé animale

Ceux qui réussiront à ce concours auront l'opportunité d'intégrer des programmes de formation d'excellence, leur offrant ainsi les clés pour participer activement au développement du secteur agricole du pays.

Rappelons que l'Institut national de formation agricole (INFA) de Tové est un centre de formation des techniciens agricoles et techniciens supérieurs agricoles.

Dynamique collective autour de l'Agriculture Intelligente face au Climat

L'Afrique de l'Ouest est fortement touchée par les effets du changement climatique. Inondations, sécheresses, vagues de chaleur et pluies intenses fragilisent l'agriculture et mettent en danger les moyens de subsistance des populations rurales.

Dans ce contexte, l'Agriculture Intelligente face au Climat (AIC), initiée par la FAO depuis 2010, s'est imposée comme une approche intégrée permettant de concilier productivité agricole, adaptation et atténuation des émissions de gaz à effet de serre.

C'est dans ce cadre qu'un atelier régional de formation et d'échanges réuni depuis le lundi 15 septembre à Aného (plus de 30 km de Lomé), des délégations venues du Burkina Faso, du Bénin, du Ghana, du Niger et du Togo.

Organisée par l'Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA/CEDEAO), en partenariat avec l'Alliance Bioversity International et CIAT via le programme AICCRA, la rencontre s'inscrit dans la composante "renforcement des capacités et amélioration des connaissances" du projet régional de promotion de

l'AIC.

Intitulé 'Formation et échanges régionaux sur l'adaptation au changement climatique, et l'opérationnalisation d'un cadre régulier d'échange et de partage d'expériences entre les acteurs du Projet



de promotion de l'AIC en Afrique de l'Ouest', cet atelier vise à renforcer la maîtrise des concepts et outils d'adaptation climatique en agriculture et mettre en place un cadre pérenne d'échange et de partage d'expériences à l'échelle sous-régionale.

Au Togo par exemple, le projet est déjà actif dans la région des Savanes et de la Kara dans la partie nord du pays. L'initiative répond à une réalité pressante.

"Les informations agro-météorologiques doivent parvenir aux producteurs et aux éleveurs pour qu'ils puissent s'adapter. C'est

une approche intégrée pour que les résultats escomptés soient atteints et même dépassés", indique Anani Kpadenou, directeur des grands projets agricoles au ministère de l'Agriculture et du développement rural.

La réussite du projet repose avant tout sur la

coopération et le partage d'expériences à travers les frontières, afin de renforcer durablement les capacités des acteurs et pérenniser les bonnes pratiques sur le terrain.

"Ce cadre d'échanges vise à créer une communauté de pratiques capable de reproduire et de démultiplier les expériences au-delà des frontières. Depuis deux ans, des formations nationales et locales avaient déjà permis de renforcer les capacités des acteurs dans les zones d'intervention. L'enjeu est désormais de capitaliser

sur ces acquis, de les harmoniser et de les ancrer dans une dynamique régionale durable", confie Jacques Ndione, coordinateur régional du projet AIC-BOAD.

L'AIC s'inscrit dans une perspective globale, combinant productivité,

résilience et réduction des impacts climatiques pour renforcer durablement les agricultures de la région.

"L'agriculture intelligente face au climat combine productivité, résilience et atténuation des gaz à effet de serre. Les acteurs disposent désormais d'outils et de méthodes pour l'implémenter concrètement sur le terrain", a mentionné Dr Robert Zougmore, représentant l'Alliance Bioversity International et CIAT.

A l'en croire, la combinaison de variétés améliorées, de techniques de conservation des sols et

de pratiques d'agroforesterie forme un véritable "paquet technologique" parfaitement adapté aux défis climatiques de la région.

Au-delà des échanges, l'atelier permet de partager des expériences et des travaux pratiques visant à renforcer les compétences des délégations.

Mais surtout, il a marqué une étape décisive qui est la création d'une communauté de pratique sur l'AIC regroupant les acteurs des cinq pays.

Cet ensemble des parties prenantes vise à maintenir le dialogue, faciliter la circulation des innovations, et garantir la continuité des actions même après la fin du projet.

Après trois années de mise en œuvre, cette dynamique collective traduit une conviction partagée. Seule une coopération régionale forte permettra de faire face à l'ampleur des défis climatiques.

En consolidant les acquis et en favorisant la mutualisation des savoirs, l'AIC se positionne comme un levier stratégique pour bâtir la résilience, améliorer la productivité et accompagner les agriculteurs ouest-africains vers un avenir durable.



-20%

**sur le dédouanement
des véhicules d'occasion
jusqu'au 15 novembre 2025**

Mesure de dépréciation de 20%
sur les valeurs des véhicules
de plus de cinq (05) ans d'âge

POUR PLUS D'INFORMATIONS

 **8201**



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg